



Mars 2010 N°3

Périodique mensuel—Ne paraît pas en juillet et en août—Bruxelles X

N° d'agrégation P 304010

BELGIQUE-BELGIË

P.P.-P.B.

BRUXELLES-BRUSSEL X
BC 4910

Volon Terre

SOMMAIRE

Edito	p. 2
Le mois en bref : Présentation de l'analyse politique « Paysannes et souveraineté alimentaire : quels enjeux ? »,	p. 2
Actualités : Lettre de nos partenaires haïtiens	p. 3-4
Volontaires en action De merveilleux échanges Nord/Sud en perspective	p. 4
Whos'who ? Jean-Claude Vitoux, directeur du département communication et récolte de fonds	p. 5
Zoom Jeunes Week-end de formation dans la neige	p. 6-7
Zoom Sud Gerrit Maton, notre correspondant est reparti à Haïti Tsunami +5, qu'avons-nous fait de vos dons ?	p. 8 p. 9
Zoom Nord Belgique, Etats unis, la santé : avec ou sans solidarité ?	p.10-11
Infos, agenda	p. 12

Haïti :

**Grâce à vous,
nous avons, à ce jour, récolté
132.250 € !**

MERCI POUR EUX !

**ENTRAIDE
et
FRATERNITE**



**VIVRE
ENSEMBLE**
éducation

Elles cultivent, qui récolte ?



Photo EF

En ce début mars, un vent d'effervescence souffle sur les régions de Wallonie et de Bruxelles : pendant 40 jours, nous allons vivre des moments forts, avec les témoignages de nos partenaires et les actions de sensibilisation et de solidarité qui sont entreprises un peu partout dans les paroisses. Le Carême est une période qui nous invite à nous arrêter un moment et à nous ouvrir à d'autres réalités de ce monde. Comprendre la vie et les combats des plus pauvres, afin de pouvoir mieux orienter notre solidarité; c'est ce que nous tenterons de faire avec vous, pendant cette campagne de Carême, avec l'appui de Nunu, Eugène, Pascasie, Immaculée et Adèle qui sont venus tout spécialement du Congo, du Rwanda et du Burundi pour vous rencontrer. La campagne de cette année s'intéresse au rôle des femmes dans l'agriculture paysanne dans l'Afrique des Grands Lacs. Le sujet n'est pas anodin. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la survie de ces populations rurales. On verra ensemble pourquoi et comment elles sont devenues les piliers de la famille et, surtout, comment elles peuvent être soutenues.

Une analyse plus approfondie est à votre disposition. (voir présentation ci-dessous).

*Laurence Clarebots
Resp. communication interne*

EN BREF

Paysannes et souveraineté alimentaire, quels enjeux ?

Entraide et Fraternité vient de publier un document d'analyse politique intitulé « Paysannes et souveraineté alimentaire : quels enjeux ? », en lien avec le thème de notre campagne de Carême 2010 : « Elles cultivent. Qui récolte ? ». Ce document, d'une certaine épaisseur analytique, sera envoyé à des décideurs politiques et économiques car il contient des recommandations multiples. Il est aussi téléchargeable sur notre site (www.entraide.be).

Considérer le secteur de l'agriculture paysanne comme acteur indispensable dans le cadre de stratégies de souveraineté alimentaire en vue d'un développement durable avait déjà fait l'objet de deux documents d'analyse politique en 2009. L'un donnait à voir les arguments justifiant cette thèse, tandis que l'autre analysait les impacts des changements climatiques sur l'agriculture paysanne (ce dernier étant le thème de la campagne de Carême 2009).

Cette troisième publication détaille davantage les constats et les raisons des obstacles que les paysannes rencontrent dans l'accès à la sécurité alimentaire, les stratégies qu'elles mettent en place pour réduire leur pauvreté, les enjeux qui se posent à elles et les recommandations qui en découlent pour de meilleures politiques agricoles, commerciales, environnementales, sociales, éducatives, médiatiques, de coopération internationale et de recherche scientifique.

Le document se penche aussi sur les mécanismes qui engendrent des manières différentes, chez les hommes et chez les femmes, d'échapper à la pauvreté, d'accéder à leurs droits, de les exercer et de les faire valoir ; de prendre conscience de leurs intérêts et de les défendre. Sans l'analyse de ce mécanisme, le risque est de tomber dans le piège de la description de quelques effets «féminins», indispensables à souligner mais insuffisants pour comprendre l'origine de la pauvreté et de l'oppression des femmes, donc des paysannes.

Réalisée dans le cadre de la campagne de Carême d'Entraide et Fraternité de l'année 2010 où la Région mise en avant est celle de l'Afrique des Grands Lacs, ce document d'analyse politique porte particulièrement l'attention sur les paysannes africaines et amorce quelques réponses aux questions suivantes :

- Quelle est l'évolution de la situation des paysannes africaines compte tenu de la reconnaissance officielle internationale de l'inégalité entre les sexes et de l'avènement d'un développement prenant en compte la dimension du genre ? (Chapitre 1)

- Quelles sont les contraintes spécifiques qui pèsent sur les stratégies de sécurité et de souveraineté alimentaire menées par les paysannes et leurs organisations étant donné la globalisation économique et les crises qu'elle a engendrées, le contexte historique et culturel antérieur à cette mondialisation et le contexte géopolitique instable ? (Chapitre 2)
- Face à ces contraintes, comment réagissent les paysannes et leurs organisations, quels sont leurs apports et quelles difficultés rencontrent-elles ? (Chapitre 3)
- Comment les défis concernant les stratégies alimentaires intègrent-ils les intérêts des paysannes et comment les enjeux spécifiques posés aux femmes incorporent-ils une perspective de souveraineté alimentaire ? (Chapitre 4)
- Comment ces enjeux peuvent-ils être traduits en recommandations politiques répondant aux intérêts des paysannes dans le cadre des stratégies de souveraineté alimentaire ? (Chapitre 5)

La démarche méthodologique de ce document s'est inspirée de la recherche-action. Les données qualitatives ont été fournies par des associations partenaires d'Entraide & Fraternité, par des paysannes ainsi que par d'autres personnes ressources dans la région. Elles ont été complétées par la lecture de documents produits par d'autres ONG, par des réseaux nationaux et internationaux travaillant sur le thème du genre et de l'agriculture, par des centres de recherche spécialisés en genre et développement, par des bureaux spécifiques « genre » d'organisations internationales traitant de l'agriculture et de l'égalité des sexes, par des organisations paysannes et des mouvements de femmes.

Le document recommande, entre autres, plus de cohérence entre les politiques commerciales, agricoles et de l'environnement, la promotion de l'implication des paysannes dans l'accès aux ressources, notamment à des crédits appropriés, le soutien à des associations paysannes, une politique de coopération internationale plus à l'écoute des paysannes et de leur besoins. (...)

*Angelo Simonazzi
Secrétaire général*

Nous tenons à vous livrer quelques extraits de cette longue lettre qui nous est parvenue le 27 janvier dernier. Malgré la douleur, malgré l'horreur, ils relèvent la tête et déjà s'attèlent à la reconstruction de leur pays. Une lettre qui interpelle, une lettre qui ne peut nous laisser indifférents.

« A tous nos Partenaires,

(.....) Ce drame qui nous affecte aujourd'hui est sans aucun doute l'un des plus graves de toute notre histoire et cause un profond traumatisme qui marquera le 21^e siècle haïtien.

Les bilans partiels communiqués jusqu'ici tentent passablement d'exprimer une réalité effroyable et indicible, c'est-à-dire l'horreur que nous avons vécue ensemble durant ces interminables 35 secondes qui, le 12 janvier, nous ont arraché un lourd tribut de douleurs et de larmes. Plus de 150 000 morts, 500 000 blessés, plus d'un million de sans-abri, des dizaines de milliers d'amputés, plus de 300 000 personnes réfugiées en province, plus de 3 millions de sinistrés dévastés qui, en une minute, ont vu se transformer à jamais leur vie, leur famille et leur société. (...)

Nos organisations ont toutes été profondément bouleversées par cet événement. Nous avons perdu des proches parents, des camarades de travail, des enfants, des jeunes, des professionnels bourrés de promesses, de rêves et de compétences, des édifices, des équipements, des outils de travail et une immense documentation basée sur plus de 30 années d'expériences collectives avec les organisations et les communautés de base. Les pertes sont immenses et irréparables.

Il est indispensable, malgré la douleur que nous ressentons tous et toutes, de réfléchir sur ce qui vient de se passer et de tirer de cette tragique expérience les leçons et les orientations qui nous permettront de poursuivre notre inlassable travail de construction d'un autre pays capable de vaincre le cycle de l'effondrement et la dépendance et de se placer à la hauteur des rêves d'émancipation universelle de ses fondateurs et de tout le peuple haïtien. (...)

Nous sommes très émus par l'extraordinaire élan de solidarité manifesté par la population de la région métropolitaine qui pendant les 3 premiers jours suivant le sinistre a su répondre par l'auto-organisation en construisant 450 camps de réfugiés qui ont contribué à sauver des milliers de personnes prisonnières des décombres et a rendu possible la survie de 1,5 millions de personnes grâce au partage communautaire de toutes les ressources disponibles (nourriture, eau, vêtements). Honneur et respect à la population de Port-au-Prince ! Ces mécanismes spontanés de solidarité doivent jouer un rôle essentiel dans le processus de reconstruction et de re-conceptualisation de l'espace national.

Nous adressons cette correspondance à nos partenaires et aux différents réseaux nationaux et internationaux auxquels nous participons afin de les informer des démarches que nous avons entreprises et de nos objectifs à court, moyen et long terme.

En effet, depuis plus d'une semaine, un groupe d'organisations et de plateformes se réunissent régulièrement afin de faire face à cette nouvelle situation tout en mettant en place de nouvelles stratégies et manières de travailler. Ainsi, nous, les responsables des organisations et plateformes suivantes, à la suite de plusieurs rencontres pour analyser la nouvelle situation et définir des stratégies communes, adoptons un positionnement qui se fonde sur les éléments d'orientation suivants :

- Contribuer à préserver les principaux acquis des mouvements sociaux et populaires haïtiens menacés par la nouvelle situation ;
- Contribuer à répondre aux besoins urgents de la population en mettant en place des centres de services communautaires disposant de capacités adéquates pour répondre aux besoins suivants : alimentation, soins de santé primaire, assistance médicale et psychologique suite aux chocs subis lors du séisme ;
- Profiter des projecteurs de la grande presse braqués sur notre pays pour diffuser une image différente de celle projetée par les forces impérialistes;
- Mettre en place de nouvelles façons de faire visant à dépasser l'atomisation et la dispersion qui constituent l'une des principales faiblesses de nos organisations. Ce processus de rapprochement doit démarrer avec la structuration d'un espace commun devant accueillir provisoirement nos 6 équipes qui continueront à travailler de façon autonome tout en veillant à la mise en place de mécanismes permanents d'échanges et de travaux mutualisés. Nous veillerons à ce que puisse être imposée une démarche collective dans la recherche de réponses communes à nos problèmes et la construction d'alternative démocratique populaire réelle et viable.

(...) En même temps, nos 2 plateformes et les 4 organisations impliquées ont mis en place un point focal de rencontres et de coordination au local de FIDES-Haïti, situé au No 6 de l'Impasse Gabriel – Rue Fernand au Canapé Vert. Cet espace est disposé à accueillir de nouvelles plateformes et organisations du mouvement démocratique et populaire. Nous nous engageons à mobiliser les différentes composantes de ce mouvement en vue, d'une part, d'élargir les efforts de secours d'urgence aux rescapés et, d'autre part, d'aboutir à la formulation d'un plan commun d'orientation pour la réhabilitation de nos institutions et organisations. Ce plan et les projets concrets qui l'accompagnent seront soumis dans un délai relativement bref à l'attention de nos partenaires.

L'aide d'urgence à laquelle nous participons se veut alternative et nous comptons développer un travail de plaidoyer afin de dénoncer les pratiques traditionnelles dans le champ des interventions humanitaires qui ne respectent pas la dignité des victimes et qui s'inscrivent dans le cadre d'un processus de renforcement de notre dépendance. Nous plaïdons pour une aide humanitaire adaptée, respectueuse de notre culture et de notre environnement et qui ne détruit pas les constructions d'économie solidaire mises en place depuis plusieurs décennies par les organisations de base avec lesquelles nous travaillons.

Nous tenons pour finir à saluer encore une fois l'extraordinaire élan de générosité qui a animé l'opinion publique mondiale autour du drame que nous vivons. Nous en sommes reconnaissants et nous croyons que c'est le moment d'inventer un nouveau regard sur notre pays qui permette de construire une authentique solidarité délivrée des réflexes paternalistes de pitié et d'infériorisation.

ACTUALITES suite

Nous devrions travailler pour maintenir ce vigoureux élan de solidarité au-delà des effets de mode et de surenchère médiatique. La réponse à la crise prouve que, dans certaines situations, les peuples du monde peuvent dépasser les lectures hâtives guidées par des stéréotypes et le sensationnalisme.

L'aide humanitaire massive est aujourd'hui indispensable compte tenu de l'ampleur de la catastrophe, mais elle doit être structurante en s'articulant avec une vision différente du processus de reconstruction. Elle doit s'inscrire en rupture avec les paradigmes dominant les circuits traditionnels de l'aide internationale.

Nous souhaiterions voir naître des brigades internationalistes de solidarité travaillant en compagnie de nos organisations à la lutte pour la réalisation d'une réforme agraire et d'une réforme foncière urbaine intégrée, à la lutte contre l'analphabétisme et pour la reforestation, à l'édification de nouveaux systèmes universels, décentralisés et modernes d'éducation et de santé publique.

Pour le **Comité de coordination** :

Sony Estéus, Directeur SAKS; Camille Chalmers, Directeur Exécutif PAPDA; Marie Carmelle Fils-Aimé, Officier de Programme à ICKL

Pour les organisations et plateformes partie prenante de cette initiative

Marc Arthur Fils-Aimé, Institut Culturel Karl Léveque (ICKL)
Maxime J. Rony, Programme alternatif de Justice (PAJ), Sony Estéus, Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal (SAKS)
Chenet Jean Baptiste, Institut de Technologie et d'animation (ITECA)

Antonal Mortimé, Plateforme des Organisations Haïtiennes de Droits Humains (POHDDH) qui regroupe :

Justice et Paix (JILAP), Centre de recherches Sociales et de Formation pour le Développement (CRESFED), Groupe Assistance Juridique (GAJ), Institut Culturel Karl Léveque (ICKL), Programme pour une Alternative de Justice (PAJ), Sant Karl Léveque (SKL), Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), Conférence haïtienne des Religieux (CORAL-CHR)

Camille Chalmers, Plateforme haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) qui regroupe :

Institut de Technologie et d'animation (ITECA), Solidarite Fann Ayisyèn (SOFA), Centre de Recherches Actions pour le Développement (CRAD), Mouvaman Inite Ti Peyizan Latibonit (MITPA), Institut Culturel Karl Léveque (ICKL), Association Nationale des Agrofessionnels Haïtiens (ANDAH)

Volontaires en action

Rosemay Delphine fait partie de ceux et celles qui ont eu l'occasion de participer au dernier voyage relais qui s'est déroulé au Congo l'été dernier. Elle se prépare à accueillir à son tour Adèle Sekanabo qui séjournera chez elle dans la région de Namur/Luxembourg, pendant une bonne dizaine de jours.

Rosemay n'a pas oublié l'accueil tellement chaleureux que le groupe a reçu lorsqu'il s'est rendu dans la région de Shabunda. Il y est resté 15 jours au lieu des quelques jours prévus. En effet, l'état des routes était tel (en fait de routes, il n'y en avait plus du tout) qu'il n'était plus possible d'avancer sans prendre de gros risques. Ce fut un choc de constater à quel point cette région est enclavée. Les marchandises, même les plus élémentaires, n'arrivent que par avion... et donc coûtent très cher.



Photo Rosemay Delphine EF

« Je voudrais bien l'accueillir, à bras ouverts, comme elle nous a accueillis chez elle. Elle nous a accompagnés sans relâche, avec gentillesse et efficacité. Moi aussi je voudrais qu'elle se sente à l'aise chez nous. Elle aura certainement un choc quand elle va arriver ici, comme quand nous, nous étions là-bas. Je ne veux pas qu'elle se sente seule. Nous allons l'accompagner et peut-être arrivera-t-elle à se sentir un peu chez elle. »

Ce n'est pas la première fois que Rosemay accueille des témoins chez elle. C'est un échange très important pour elle. Rien ne vaut le contact humain, direct. C'est de cette façon que l'on est le mieux confronté aux réalités.

Très concrètement, Rosemay ainsi que d'autres volontaires de la région se mobilisent et organisent diverses activités de sensibilisation et de solidarité. Rosemay a bel et bien l'intention de faire découvrir à Adèle les réalités de sa région : visite d'une maternité, d'une fromagerie, et rencontre avec des amis congolais vivant en Belgique — regards croisés...et peut-être même, s'il reste un peu de temps... une visite aux grottes de Han-sur-Lesse !

Laurence Clarebots

Jean-Claude Vitoux, Directeur du Département Communication/Récolte de fonds, en fonction chez nous depuis juillet 2009, nous raconte son parcours, ses choix, son envie de s'investir à nos côtés.



Jean-Claude Vitoux :

Je viens d'avoir 55 ans, marié (Pascale, institutrice maternelle) et j'ai deux enfants. (Geoffroy et Marie)

J'ai une formation économique avec une spécialisation en marketing, gestion d'entreprises et gestion financière.

As-tu toujours travaillé dans le secteur associatif ?

Non, une très grande partie de ma carrière professionnelle s'est déroulée dans le privé (secteur pétrolier, industriel, les services...) et je travaillais essentiellement dans le Benelux. J'étais donc en mission à l'étranger la plupart du temps ce qui n'était pas très pratique pour partager une vraie vie de famille. C'est lorsqu'un de mes enfants a dû être hospitalisé alors que j'étais en mission, que j'ai vraiment commencé à me remettre en question. Pourquoi ne pouvais-je pas être à ses côtés ? J'ai eu le sentiment de passer à côté de l'essentiel. Je me suis alors posé des questions. Quel sens allais-je donner à ma vie ? Quelle suite allais-je lui apporter ?

Changer de vie ? Tout un programme ! Cela n'a pas dû se faire en un jour ?

Ce fut un long parcours, en passant notamment par la création d'une entreprise de communication. C'était passionnant, mais le travail en équipe me manquait. C'est alors que l'opportunité de travailler dans une association s'est présentée, voici plus de 10 ans. L'avantage était de pouvoir apporter mon expérience professionnelle au profit d'actions humanitaires. Je peux te dire que ce fut un tournant décisif ! ...Pour moi mais aussi pour la famille ! L'adaptation a dû passer aussi par l'apprentissage de l'utilisation de la photocopieuse et de la cafetière électrique... on apprend l'humilité ! (rires...)

Ce qui a toujours été important pour moi, c'est créer, développer, relever des challenges en équipe.

Pourquoi avoir choisi Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble ?

Franchement, je dois dire que les orientations et les projets développés par les associations sont vraiment enthousiasmants. Il faut absolument que nous continuions à développer et soutenir ces projets, car je suis persuadé que notre contribution est importante. Nos associations partenaires ont de l'ambition et des défis importants à relever. Il faut continuer à les soutenir. Et cela passe par la croissance de notre recherche de fonds et le développement de notre notoriété.

Cela peut sembler être « mercantile », parce que l'on parle d'argent. Mais, au-delà de nos idéaux, il n'y a rien à faire, le soutien de nos partenaires passe également par un soutien financier. Celui-ci est vital pour eux, ne l'oublions quand même pas.

Nous devons faire connaître encore plus leur travail afin que la population sache pourquoi il faut les soutenir. C'est le boulot de l'équipe de notre département.

Après avoir travaillé de longues années dans le privé, qu'est-ce qui t'a le plus frappé dans l'associatif ou chez nous en particulier ?

J'ai découvert ici une équipe hyper motivée et très professionnelle. Mais surtout un réseau de volontaires très motivés et actifs déjà important mais à développer encore plus. Je suis d'ailleurs frappé de voir la disponibilité et la motivation dont font preuve un grand nombre de volontaires rencontrés. Je suis admiratif.

J'en profite d'ailleurs pour lancer un petit message (*il n'en loupe pas une !*) : étant dans la communication et la récolte de fonds, notre équipe serait très heureuse de rencontrer des volontaires qui seraient motivés à soutenir les coordinateurs régionaux dans la récolte de fonds que nous organisons à chaque campagne dans les paroisses. L'investissement personnel se réduit à quelques heures et de manière très ponctuelle dans l'année, mais ces quelques heures sont très importantes pour nous. Surtout, qu'ils n'hésitent pas à nous contacter ou contacter les coordinateurs régionaux !

Tu nous dis aimer les challenges... Comment vois-tu nos associations d'ici 5 ans ?

Je nous vois encore plus forts et, plus solides financièrement, car on va tous se mobiliser pour cela. En ce temps de crise, c'est un vrai défi. Beaucoup ont tendance à se replier sur eux-mêmes ou à n'agir que lorsqu'il y a une urgence, une catastrophe. Je pense que pour chacun d'entre nous, l'objectif final est que nous soyons en mesure de développer des projets partenaires ambitieux sur le long terme qui auront fait l'objet de toute notre expertise (EF/AVE ne sont pas nés hier !) et qui, même s'ils sont ambitieux restent à taille humaine. Nous développer financièrement ne veut pas dire que nous allons devenir une « ONG usine », cela perdrait tout son sens. Or, la recherche de sens, c'est bien ce qui nous anime lorsque l'on s'investit dans des associations telles que les nôtres.

Alors oui ! Dans 5 ans, cela sera possible, si toutes et tous nous le voulons, car rien ne peut se faire sans le soutien de nos collègues, de nos volontaires, de notre réseau de chrétiens. Nous devons être de véritables acteurs de la solidarité.

Si tu osais nous le dire, ta principale qualité, c'est quoi ?

Je cache tous mes défauts derrière une qualité.... Rester calme. (*il va falloir assumer maintenant !*)

Pour sa quatrième édition consécutive, la mise au vert de nos jeunes s'était transformée en mise au blanc, puisque 50 cm de poudreuse avait donné à l'Est de la Belgique des allures de Grand Nord... ce fut donc tout plaisir pour les yeux, mais légèrement perturbant pour les déplacements des quelque 30 jeunes participants et de la dizaine d'intervenants. Un week-end de formation pas comme les autres.....

Apprendre c'est changer, dit-on parfois. En effet, au fil des apprentissages, on devient quelqu'un d'autre, on transforme sa vision du monde et des problèmes.

Rien de tel donc, pour apprendre, que de changer d'air et de paysages !



Voilà donc peut-être pourquoi le week-end de formation des jeunes Alter'actifs, le groupe des jeunes d'Entraide et Fraternité, se déroule depuis quatre dans un cadre dépaysant par excellence : la Réserve Naturelle des Hautes Fagnes.

Et voilà sans doute aussi une des clés de son succès !

Se former à la thématique de la campagne de Carême dans une ambiance conviviale, voilà ce que proposait le Service d'Animation Jeunes d'EF, avec un fil rouge intitulé « Femmes du Nord, femmes du Sud, résister pour exister ».



Photo J-Y Buron EF

Dès la première soirée, le ton était donné avec le témoignage de Nicole, féministe engagée, et un débat passionné sur la pertinence de la lutte contre les discriminations sexistes aujourd'hui et chez nous. Il est piquant de constater à quel point cette question touche les gens profondément et personnellement : si tout le monde, dans un premier temps, convient qu'il y a d'insupportables inégalités entre hommes et femmes, y compris chez nous, et que ces dernières doivent être abolies, très vite les questions abordées débordent sur le plan personnel : on se justifie, on se démarque, on s'explique : « *je ne suis pas sexiste et je ne suis pas concerné personnellement par les injustices faites aux femmes* » est une phrase que l'on a entendu souvent en différentes versions... et pas seulement dans la bouche des hommes !

Après cette mise en bouche et une première nuit « en altitude », on entamait la grosse journée du samedi avec un trio d'animation : Dolorès, Carmelina et Jonathan, nous ont à tour de rôle fait ressentir le poids des préjugés de genre dans nos propres comportements et convictions. Ils nous ont fait comprendre la priorité de l'amélioration de la condition de la femme pour tendre vers un développement durable et global et ils nous ont présenté des cas concrets de la situation des femmes dans les pays du Sud.



Photo J-Y Buron EF

Après un premier bol d'air et un repas (bio, équitable, local), on vivait un vrai temps fort de ce week-end avec le témoignage de Sabine Kakunga, chargée de projets-Afrique au CNCD.

Une magistrale synthèse de la situation politique, économique et sociale dans l'Est de la République Démocratique du Congo, ponctuée d'anecdotes personnelles parfois souriantes mais le plus souvent poignantes. Oui, cette région d'Afrique est un condensé de ce que le Sud connaît comme crises : crise alimentaire, crise de l'Etat,

crise sécuritaire, etc. Au premier rang des victimes : les femmes paysannes !

On restera marqué par ce plaidoyer pour la dignité et le droit de ces dernières !

Il nous faudra donc bien l'après-midi pour décompresser et profiter, à pied ou a ski, de la neige exceptionnelle et de la beauté des paysages.

En soirée, le magnifique film de Thierry Michel, « Katanga Business », viendra, comme en écho à l'exposé de Sabine, nous rappeler que le Congo est bien malade « de ses hommes », dont l'avidité et la cupidité sans limite accule la majorité de la population à la misère.

Après une traditionnelle veillée arrosée à la Moinette (bio, équitable et presque locale), on repartait avec entrain pour une matinée dédiée à Vivre Ensemble et à la question de l'exclusion sociale chez nous. Sous la houlette de Paul, un débat fut mené sur la véritable signification du mot « pauvreté » en Belgique. Une réflexion qui se poursuivra durant la balade contée dans les Fagnes et durant laquelle on put se rendre compte que les femmes paysannes, dans nos contrées aussi, il n'y a pas tellement longtemps, portaient bien des fardeaux sur leurs épaules.

L'après-midi on repartait pour l'Afrique, avec un compte-rendu du voyage relais des jeunes à l'été 2009 au Rwanda et au Burundi. L'occasion de jeter, en avant-première, un œil sur le film ramené de ces deux pays aux mille collines.



Le week-end s'achevait alors déjà par la présentation de pistes concrètes d'engagement citoyen pour les jeunes aux côtés d'Entraide et Fraternité.

Un fois de plus, cette activité a donc été une réussite dont les ingrédients sont désormais bien connus : un cadre unique (encore embelli par la neige) ; un groupe d'une trentaine de jeunes participants venant d'horizons divers avec une vraie envie d'apprendre, de débattre mais aussi de faire connaissance avec d'autres jeunes « engagés » ; un panel d'une dizaine d'invités « de haut vol » qui apprécient de partager leurs analyses de façon conviviale et interactive ; un « mix » d'activités alliant apprentissage et convivialité.

Une seule conclusion s'impose : vivement la campagne de Carême, que « nos » jeunes puissent mettre en pratique leurs apprentissages ... et vivement l'année prochaine !

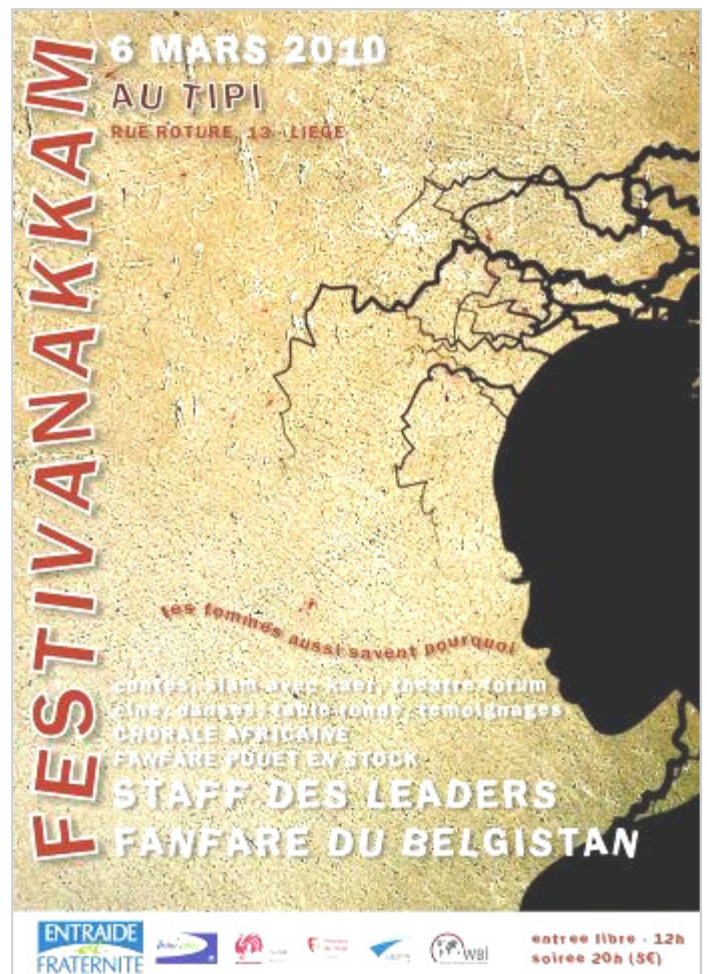
Dora, 25 ans, Bruxelles, avocate, première participation :
« *Ce qui est chouette, c'est que le week-end est très varié, aussi bien au niveau des intervenants que des activités. J'ai également apprécié que ce soit souple, relax et sympa en ce qui concerne le programme. La balade improvisée en ski de fond était une expérience inattendue.* »

Jonathan, 24 ans, Jeune CSC, deuxième participation :
« *Chaque fois que je participe à ce week-end, j'acquies une meilleure vision de ce que vivent les gens et de la réalité. Ce que l'on apprend ici m'aide à mieux comprendre le monde.* »

Rémi, 24 ans, étudiant gabonais en Belgique :
« *J'ai l'impression d'une bonne organisation. Il y avait des intervenants bien choisis par rapport au thème. Ce qui était intéressant, c'est qu'il y avait des participants de divers horizons. Nous avons donc pu confronter nos points de vue et cela illustre bien le mélange culturel de la coopération nord/sud.* »

ALTER'ACTIFS, le groupe des jeunes d'Entraide et Fraternité a le plaisir de t'inviter à la 5^e édition du FESTIVANAKKAM, le samedi 6 mars à Liège.

Un festival solidaire et militant qui t'emmènera à la découverte de la réalité des femmes paysannes d'Afrique Centrale.



Gerrit Maton est le représentant d'Entraide et Fraternité en Haïti. Rapatrié quelques jours après le séisme, il est reparti au début du mois de février à Port-au-Prince afin de mettre en place un plan d'action pour soutenir les organisations haïtiennes dans leurs efforts de reconstruction et planifier l'aide structurelle des cinq prochaines années. Juste avant son départ, il s'est confié à Valérie Martin, notre chargée de communication externe.



Dans quel état d'esprit repars-tu à Port-au-Prince ?

Je suis impatient de me mettre au travail mais la situation sur place est toujours très difficile. Si mon domicile à Port-au-Prince a été épargné par le tremblement de terre, il n'y a pas d'eau potable, pas d'électricité. Nous avons un générateur mais il faudra trouver du fuel pour le faire fonctionner.

De même l'approvisionnement est toujours difficile. Je pars donc avec une grosse valise contenant non pas des vêtements mais des denrées de base, des spaghettis, des boîtes de thon, de sardines...

Une situation toujours très difficile à Port-au-Prince donc ?

Oui. L'approvisionnement est très aléatoire. Il y a de la nourriture dans certains supermarchés et encore pas tous les jours, pour l'essence et l'électricité c'est la même chose. Les prix ont augmenté de 50% voire 60%. Par exemple, une marmite de riz qui coûtait avant le séisme 200 gourdes vaut maintenant 300 gourdes (la monnaie locale).



Dans ce contexte difficile, que vas-tu faire concrètement ?

Je vais d'abord reprendre contact avec une série d'organisations partenaires d'Entraide et Fraternité mais aussi de Broederlijk Delen (pendant néerlandophone d'EF). Il faut relancer le travail. Trouver de nouveaux locaux, du matériel de bureau (fax, ordinateur, connexion internet, papier), rétablir les moyens de communication, discuter avec les responsables pour que je puisse me faire une idée de la situation globale. L'Institut Culturel Karl Levêque et la Plateforme haïtienne pour un Développement Alternatif ont déjà repris le travail. Ces deux organisations sont pour le moment hébergées dans les locaux d'une autre organisation. Elles s'occupent d'aide d'urgence pour le moment. Elles gèrent des petits centres de quartier qui apportent une aide médicale aux sinistrés, des médicaments et de la nourriture. Ensuite il faudra répondre aux besoins de chacun et surtout restructurer le travail des organisations. Car s'il faut reconstruire les bâtiments il faut aussi reconstruire la société civile haïtienne.



Photo Broederlijk Delen

Quelles sont les priorités ?

Il faut faire le suivi financier des projets qui étaient déjà financés avant le séisme. Beaucoup d'organisations ont perdu toute leur comptabilité. Nous allons les aider à la restaurer. Ensuite il faudra établir un nouveau plan d'action qui tienne compte de la nouvelle situation et des nouveaux besoins. Beaucoup de personnes ont quitté la capitale pour se rendre dans les campagnes, dans leurs familles. Il faut soutenir les organisations paysannes des campagnes pour que les paysans qui aident leur famille mais qui ne bénéficient pas de l'aide alimentaire d'urgence ne souffrent pas à leur tour de la faim dans quelques mois, quand leurs stocks seront épuisés.

Le travail politique est également une priorité ?

Les organisations haïtiennes profitent aussi des projecteurs braqués sur leur pays pour intensifier leur travail de lobby politique. Elles plaident toutes pour que la souveraineté nationale d'Haïti soit restaurée. Ce travail de lobby veut mettre en avant l'importance stratégique de l'agriculture paysanne dans le contexte actuel : pour nourrir le flux de gens qui ont quitté Port-au-Prince pour les campagnes ; pour freiner, à moyen terme, l'exode vers la capitale ; et assurer la souveraineté alimentaire comme levier de la souveraineté nationale et substitut à l'aide alimentaire d'urgence.

Apporter un soutien à long terme est donc indispensable ?

Oui. Il faudra longtemps avant qu'Haïti, qui est un pays très pauvre, se remette de cette catastrophe. La population et les organisations haïtiennes auront encore besoin de notre soutien pendant de longues années. Les plans d'action que nous construisons ensemble avec les organisations partenaires visent un développement économique et social sur les 5 prochaines années.

Tsunami + 5

Une aide qui a fait la différence

Rappelez-vous : le 26 décembre 2004, une énorme vague meurtrière s'est répandue à travers les mers asiatiques et a touché l'Indonésie, le Sri Lanka, l'Inde et d'autres pays de la région. Des milliers de pêcheurs et d'habitants de la côte y ont perdu leur vie. Des villages entiers ont été détruits, de même que les bateaux de pêche. L'aide d'urgence s'est rapidement déployée, et Entraide et Fraternité s'est associée aux efforts de réhabilitation, grâce à votre générosité, mais également avec des contributions du Consortium 12-12, de la Région germanophone, de la Région wallonne et des magasins TRAFIC. Cinq ans plus tard, zoom avant sur les actions menées grâce à votre générosité. Karl Wintgens, notre chargé de mission pour l'Asie fait le bilan.



Photo Karl Wintgens EF

Au total, 253.000 EUR ont été récoltés pour notre association. En Inde et au Sri Lanka, cet argent a été utilisé essentiellement pour des travaux de reconstruction (maisons, latrines, citernes d'eau, fours sans fumée) et des formations professionnelles de jeunes affectés par le tsunami.

En Inde, nous avons appuyé 5 partenaires au Tamil Nadu et au Kerala. 3 d'entre eux ont secouru les populations sinistrées par un appui psychologique, la fourniture d'eau potable et de nourriture. Quant aux 2 autres, ils ont entamé un lent processus de réhabilitation des personnes et des villages.

Ainsi, à **Nagercoil**, des formations professionnelles ont permis à plus de 500 jeunes, garçons et filles, originaires de familles de pêcheurs affectées par le tsunami, de trouver de nouveaux emplois pour soutenir leurs familles. De nouveaux métiers sont apparus dont des travaux de moulage en fibre de verre, la réparation et l'entretien de moteurs hors bord, la plomberie, le photo-laminage, la confection de peluches, la décoration de saris, la coupe-couture et même des travaux d'esthéticienne.

En tout, plus de 200 jeunes ont été formés et sont engagés dans leurs nouvelles professions. Ces cycles de formation de 4 mois continueront jusqu'en fin 2010 au Centre de formation technique de Muttom.



Photo Karl Wintgens EF

Parallèlement à ces cours techniques, des formations en leadership ont permis aux jeunes des régions côtières affectées de retrouver leur sens de l'engagement et de favoriser la réhabilitation sociale des victimes.

Le Centre de Technologie Appropriée a installé 1.260 fours sans fumée, 69 latrines et 63 citernes d'eau potable chez les familles victimes, ce qui a amélioré leurs conditions d'hygiène. Un orphelinat d'une vingtaine d'enfants ayant perdu leurs parents lors du tsunami a également bénéficié de ces installations.

Au **Sri Lanka**, le travail de reconstruction a été mené avec les organisations de pêcheurs. Plusieurs centaines de jeunes ayant perdu leur travail de pêcheur ont bénéficié de formations courtes à l'apprentissage de base de nouveaux métiers.

Aujourd'hui, la vie a repris le dessus, des pêcheurs repartent en mer avec de nouveaux bateaux et des cités entières sont reconstruites grâce aux appels de dons réalisés lors de la catastrophe. Mais les blessures restent, car beaucoup de familles ont perdu des êtres chers.



Photo Karl Wintgens EF

Grâce à vos dons, des jeunes ont retrouvé de nouveaux débouchés et améliorent les conditions de vie de leurs familles. D'autres ont retrouvé le sens de leur engagement, alors qu'ils étaient anéantis par la catastrophe. Les conditions d'hygiène sont améliorées et le sourire des enfants est le plus grand merci qu'ils nous transmettent

Entrées	€	Sorties	€
- - - -	-	Action contre la discrimination des dalits, Kerala (Inde)	20.000,00
Dons appel spécial	87.284,15	Appui psychologique aux victimes (Tamil Nadu, Inde)	9.644,00
Consortium 12-12	64.000,00	Formations techniques pour jeunes (Tamil Nadu, Inde)	110.000,00
Communauté germanophone	59.090,34	Formation au leadership (Tamil Nadu, Inde)	23.960,00
Région wallonne	10.000,00	Sensibilisation au trafic d'enfants (ECPAT, international)	3.000,00
Magasins Trafic	33.463,05	Formations techniques (Sri Lanka)	10.000,00
- - - -	-	Appui à la reconstruction (Sri Lanka)	33.000,00
- - - -	-	Constructions pour améliorations de l'hygiène (Tamil Nadu, Inde)	36.000,00
- - - -	-	Frais généraux	8.233,54
Total	253.837,54	Total	253.837,54

Belgique, Etats-Unis La santé : avec ou sans solidarité ?

L'un des principaux objectifs que s'est fixé M. Barack Obama pour son mandat est l'instauration d'une couverture « soins de santé » universelle garantie par l'Etat. En Belgique, l'un des défis pour les années qui viennent est la préservation de l'Assurance Maladie-Invalidité, reconnue comme particulièrement performante. D'un côté comme de l'autre, efficacité, équité, coût, rôle de l'Etat sont l'objet de débats et de controverses. Ici et outre-Atlantique, la santé sera-t-elle demain accessible à tous sans la solidarité ?

En Belgique, la quasi-totalité de la population est couverte pour ses soins de santé, que ce soit par l'assurance obligatoire via la mutuelle ou grâce à l'aide sociale octroyée par le CPAS.

Le système belge n'est pas parfait, bien entendu. Il n'empêche pas la maladie de faire basculer des citoyens dans la précarité¹. Mais, globalement, notre Assurance maladie-invalidité reste équitable et accessible.

46 millions !

Aux Etats-Unis, il n'existe aucun système obligatoire d'assurance-maladie organisé par l'Etat. La majorité des citoyens (environ 2/3 des moins de 65 ans) bénéficient d'une assurance financée par leur employeur. Ces employeurs sont évidemment de grandes entreprises, les plus petites ne pouvant se permettre d'offrir cette assurance à leurs employés.



Le secteur public couvre environ un quart de la population, à travers deux programmes : Medicare, pour les plus de 65 ans et les personnes gravement handicapées² ; Medicaid, pour les familles pauvres avec enfants.

Les autres citoyens, qu'ils travaillent dans une entreprise qui ne leur paie pas l'assurance soins de santé, qu'ils soient indépendants ou qu'ils n'aient pas d'emploi, doivent payer eux-mêmes une assurance maladie privée. S'ils le peuvent ! Car la prime d'une assurance privée coûte cher : pour une femme et ses trois enfants, cela peut aller jusqu'à plus de 400€ par mois. Un montant « raisonnable » par rapport à d'autres formules, mais qui inclut une franchise de 4656 € annuels pour les hospitalisations, le paiement de +/- 33 € par consultation médicale et n'inclut pas les médicaments³.

Dans ces conditions, cela vaut-il la peine de s'assurer ? Si aucune maladie ou accident grave ne survient, la réponse est non. Mais dans le cas contraire, les frais médicaux peuvent rapidement mettre le patient – et sa famille – sur la paille. Au total, 46 millions de personnes n'ont pas de couverture médicale. Dont 10 millions d'enfants.

Et, pour ceux qui font le choix de s'assurer, rien n'est gagné : les compagnies d'assurances peuvent refuser d'assurer une personne dès qu'elle avoue avoir eu un problème de santé ou avoir des antécédents familiaux ou personnels qui laissent penser qu'elle pourrait développer une maladie coûteuse.

Il suffit d'avoir subi une opération chirurgicale pour être exclu d'office. En cas de maladie, la compagnie fera tout pour échapper à l'indemnisation : elle recherchera dans le questionnaire rempli par l'assuré une omission, une imprécision qui permettra d'accuser le patient d'avoir menti, et donc de refuser de l'indemniser.

Quand le temps se gâte !

Lorsque les Américains qui ne sont pas assurés sont malades, ils hésitent à se rendre chez le médecin. Les généralistes demandent des honoraires élevés : ils doivent en effet y inclure les lourds frais administratifs liés aux contentieux avec les multiples compagnies d'assurances, qui cherchent le plus souvent à se dérober au moment de rembourser.

Ils attendent donc la dernière limite et se rendent aux urgences, ce qui entraîne des frais médicaux élevés, totalement à leur charge. Certains s'endettent à vie pour rembourser ces frais.

Pourquoi donc, dans ces conditions, tant d'Américains s'opposent-ils si farouchement au plan de Barack Obama qui veut mettre en place une couverture médicale universelle, parallèlement au système de santé privé ?

Pour beaucoup d'Américains, toute intervention de l'Etat est une incursion malvenue dans leur vie privée. Dans nos pays, au contraire, la tradition de l'Etat-providence met en avant la responsabilité collective dans le bien-être individuel.

1. Voir les dossiers « La pauvreté nuit gravement à la santé » et « Soins de santé : rechoisir la solidarité », *Vivre Ensemble Education*, 2008 et 2009.

2. *Personnes en incapacité permanente ou souffrant d'insuffisance rénale grave.*

3. *Témoignage d'Armelle Vincent, sur <http://www.rue89.com/california-dreamin/2009/06/24/assurance-maladie-aux-etats-unis-un-cauchemar>*

Hospitalisation : il y a assurance et assurance !

L'assurance hospitalisation est un bel exemple du conflit entre l'intérêt du patient et celui des assureurs privés, pour qui les personnes en mauvaise santé sont des clients indésirables, alors que ce sont elles qui ont le plus besoin d'être assurées.

En Belgique, les assureurs privés ne peuvent pas refuser d'assurer une personne qui en fait la demande. Ils peuvent cependant exclure de la couverture certaines affections existantes. S'applique ainsi un principe de base en assurance : « un assureur ne peut accorder son intervention que pour un élément incertain, un risque qui ne s'est pas encore réalisé⁴ ».



Face à cette situation, la mutualité chrétienne a lancé en 2000 une assurance hospitalisation solidaire. D'autres mutualités ont suivi le mouvement, selon des modalités variables.

Les assureurs privés ont réagi en déposant plainte pour concurrence déloyale auprès de la Commission européenne. Un accord a finalement été trouvé, qui préserve pour les assurances mutuellistes le statut « services d'intérêt général ». La concurrence déloyale ne pourra donc plus être invoquée.

A quand une assurance hospitalisation obligatoire ? Plus équitable, elle serait aussi économiquement plus efficace. C'est en tout cas l'avis exprimé par Jean Hermesse, Secrétaire général des Mutualités chrétiennes⁵.



Conclusion

D'un côté, la tentative de Barack Obama de rendre plus social un système largement privatisé qui exclut un Américain sur cinq. De l'autre, un système performant (mais perfectible), menacé par la marchandisation et confronté à des défis pour son avenir (vieillesse, austérité budgétaire, dualisation,...).

Un système de soins fondé sur la solidarité entre tous les citoyens et garanti par l'Etat appartient-il au passé ou à l'avenir ? Les arguments à prendre en compte sont éthiques, mais aussi économiques : le système américain est le plus coûteux des pays de l'OCDE, et on ne peut pas dire qu'il soit le plus efficace.

Face à la fragilité – dans ce cas-ci en matière de santé, mais c'est aussi vrai plus généralement –, seul un système solidaire peut être efficace (socialement et économiquement) et équitable.

Chez nous ou aux Etats-Unis, l'Etat saura-t-il imposer la primauté de l'équité face à la loi du profit ?

*Isabelle Franck
Resp. analyses Vivre Ensemble*

4. Sur le site du médiateur des assurances : <http://www.ombudsman.as/fr/faq/index.asp?>

5. Voir http://www.enmarche.be/Actualite/Editos/Editos_2009/Approche_sociale_moins_chere.htm et le dossier « Soins de santé : rechoisir la solidarité », *Vivre Ensemble Education*, 2009, p. 33.

Cette analyse est disponible en format pdf (A4) sur notre site www.vivre-ensemble.be. Elle peut être reproduite et publiée. Nous vous demandons de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication. *Vivre Ensemble Education*, 2009

Agenda

BRUXELLES :

Le vendredi 5 mars à 19h00 à la cure de l'Eglise de la Résurrection, rue Paloke, 77—1080 Bruxelles.

La place des femmes dans l'agriculture paysanne au Burundi

Par Pascasie Kana., Secrétaire exécutive de l'OAP (organisation appui à l'auto-promotion dans la région de Bujumbura), fondatrice de plusieurs organisations de la société civile burundaise.

19H30 : **Projection du DVD MAMA PAYSANNE** : reportage qui fait écho à l'inlassable travail, à l'inépuisable courage, et à l'immense inventivité des femmes paysannes en Afrique des grands lacs.

Le dimanche 7 mars : la place des femmes dans l'agriculture paysanne. 13 Avenue du Karreveld, Molenbeek -Saint-Jean—Eglise Saint-Charles-Borromée

11h15 heures : Messe aux couleurs de l'Afrique/ 12h45 heures : Repas de la cause paysanne/ 14h30 heures : Vidéos, Débat et Concert Avec la participation de Jean-Claude Viseur, médecin dans la région des Grands Lacs, Hugues Dupriez, ingénieur agronome des régions tropicales, et Pascasie Kana, Secrétaire exécutive de l'OAP

Le mardi 9 mars à 20h Auditoire Lumen Vitae, 186 rue Washington- 1050 Bruxelles.

1e partie : « En mémoire d'elle ... » (Mc 14,9)

Quand les femmes sèment l'Évangile

Par Bernard Van Meenen, bibliste, aumônier du MOC de Bruxelles et membre de la commission Justice et Paix.

2e partie : La place des femmes dans l'agriculture paysanne au Burundi.

Par Pascasie Kana., Secrétaire exécutive de l'OAP

Le dimanche 14 mars : célébration internationale

Eglise Sainte-Alène, Saint-Gilles-Bxl, Avenue des Villas 37

11h00 : Célébration / 12h00 : Témoignage par Pascasie Kana, partenaire/12h30 : temps festif

Eglise Sainte Famille, Schaerbeek, Avenue Huart-Hamoir

17.00 : Témoignage par Pascasie Kana, partenaire / 18.00 :

Célébration / 19.00 : temps festif

LIEGE :

Festivanakam à Liège

6 mars 2010

voir programme p. 7 Zoom Jeunes

Solidari'fête
Carême de partage 2010
14 mars - Herve (Collège Providence, rue Reine Astrid, 9)

Dimanche 14 mars 2010 au Collège Providence de Herve (Rue Reine Astrid, 9).

Journée pour petits et grands avec au programme :

10h00 : Accueil

10h30 : Célébration

12h00 : Apéro et Repas (8€)

13h00 à 15h30 : Animations enfants

13h30 à 16h00 : Table ronde et speed dating avec Marie Immaculée

16h00 : Goûter et finale symbolique surprise

Chorale africaine – Témoignage de Marie Immaculée – Produits issus du commerce équitable – Bières locales
Entrée gratuite.

Information : tousenchemin@yahoo.fr

Tél. : Audrey Willemsens 0472/91.87.40.

Entraide et Fraternité Liège : 04/229.29.46.

LUXEMBOURG :

Le vendredi 5 mars : souper africain – Témoignage – concert congolais à la salle de Martilly, Rue de la Pierrée 6887 Martilly (Herbeumont) A côté de l'école primaire.

Le vendredi 12 mars : soirée concert récolte de fonds Salle les Tilleuls de ASSENOIS, Rue des tilleuls 6880 ASSENOIS (Bertrix)

Périodique mensuel édité par

VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION asbl et ENTRAIDE & FRATERNITÉ asbl

Editeur responsable : Angelo Simonazzi

Avec le soutien de la Communauté française

et de la Direction générale de la coopération au développement (DGCD)

Siège central :

32 rue du Gouvernement provisoire

1000 Bruxelles

Tél. : 02 227 66 80—Fax. : 02/217 32 59

Courriel : entraide@entraide.be

E&F – CCP 000-0000034-34

AVE – CCP 068-2000009-90

(Attestation fiscale pour tout don à partir de 30 €)

Centres régionaux :

Bruxelles : 02 533 29 58

Brabant wallon : 010 23 52 64

Namur /Lux : 081 41 41 22

Liège : 04 229 79 46

Tournai : 0473/310.231

Charleroi : 071 32 77 42

Eupen : 087 55 50 32

Animation Jeunes :

François Letocart :

0473/310.218

Dolorès Fourneau :

0473/310.520

